

Michel Cahen

CNRS, Institut d'études politiques de Bordeaux

Nations et ethnies par temps de mondialisation¹

[...] **La nation est le produit historique d'une cristallisation identitaire** fondée sur des pratiques sociales pré-existantes, c'est-à-dire qu'elle est dessinée par un ensemble des gens qui ressentent une identité en commun. Les pratiques sociales en elles-mêmes ne produisent pas l'identité: ainsi en Afrique australe avant la colonisation, les gens disaient qu'ils étaient *Bantus*; on en a déduit qu'il y avait un ensemble de peuples dénommés « bantous ». Mais *Bantu* (*Muntu* au singulier) veut simplement dire l'être humain. Ils étaient simplement humains, différents des autres animaux. C'est l'arrivée de l'homme blanc colonisateur qui a fabriqué le Bantou comme identité particulière aujourd'hui revendiquée par les peuples concernés! C'est seulement quand les pratiques sociales d'une « communauté latente » sont interpellées ou agressées, par un phénomène extérieur (conquête, migration, commerce à longue distance, etc.) que ces pratiques fondent la commune identité de ceux qui les vivent; il peut aussi s'agir de contradictions sociales internes à la société concernée, remettant en cause des pratiques auparavant communes. Les couches sociales lésées défendront alors l'« identité d'avant », la « tradition », en fait leur identité d'aujourd'hui confrontée à une évolution sociale. Souvent, interpellations venues de l'extérieur et contradictions internes se combinent.

Il y a donc bien un fondement social à l'identité, mais l'identité ne sera jamais le produit direct et mécanique des pratiques sociales à un moment donné: l'identification est un *processus historique*, à l'œuvre sur des générations, qui fait intervenir la *mémorisation culturelle de rapports sociaux du passé*. L'identité est donc le produit social subjectif d'une *dialectique entre rapports sociaux du passé culturellement mémorisés et rapports sociaux vécus d'aujourd'hui*. Cela revient à dire que l'identité d'aujourd'hui est bien un produit social, mais qu'il est irréductible aux seuls rapports sociaux contemporains. On ne peut donc pas, suivant un marxisme sommaire, expliquer les phénomènes identitaires simplement par l'analyse des classes et milieux sociaux d'aujourd'hui. On ne peut pas davantage répondre à une question identitaire simplement par des réformes de la société présente. L'identité a cristallisé un passé

culturellement mémorisé: la question corse, ainsi, ne sera jamais complètement résolue simplement par une réelle politique de développement économique insulaire. Celle-ci est une condition nécessaire, mais non suffisante.

La forme d'identité appelée « nation » est donc parfaitement analysable en tant que produit social, sans que cela signifie pour autant qu'elle puisse être « définie » selon des critères normatifs (langue, religion, mythes, tradition politique, « race », etc.). Elle est le produit d'un si grand nombre de facteurs sociaux et de leurs effets subjectifs, que le plus puissant ordinateur serait bien incapable de la réduire à une équation. On peut définir un processus de production nationale, on peut étudier l'identité nationale², mais on ne peut pas « donner la définition » d'une nation en particulier. La nation sera en revanche *dessinée* par la communauté des personnes qui s'en ressentent partie prenante. Les personnes qui se considèrent – par exemple – françaises n'auront pas d'autre définition commune que de se reconnaître françaises. Qu'y a-t-il de commun entre une personne française, une femme, née à Strasbourg, vivant à Ivry-sur-Seine, professeur de collège, parlant français avec l'accent alsacien, athée, d'origine juive, attachée à l'école laïque, votant à gauche, aimant la bière et le football, et une autre personne française, un homme, né et vivant à Paris, consultant en gestion des ressources humaines, parlant avec l'accent du 16^e arrondissement, catholique pratiquant, partisan de l'école privée, votant à droite, aimant le vin de Bordeaux et le golf? Rien, si ce n'est que toutes deux *se sentent françaises* et que cette *disposition subjective commune* fait qu'elles trouvent un langage commun, une « identité commune », qui les fera se reconnaître françaises quand les circonstances l'exigeront.

Si l'on rompt avec le paradigme jacobin identifiant la nation à l'État, pour concevoir la nation comme la réalité sociale subjective dessinée par un ensemble de gens qui se reconnaissent tels, la nation France et la nation Corse peuvent parfaitement coexister sur le territoire de la même République. Ces nations peuvent aussi se chevaucher (certaines personnes éprouvant les deux identités). On est ici dans le domaine de l'imaginaire – à ne pas confondre avec l'inexistant: l'imaginaire existe! –, de la manière dont les gens imaginent leur être social. Il s'agit de réalités sociales subjectives, par définition mouvantes. Des personnes peuvent ressentir une identité nationale ou plusieurs (basque et française, par exemple), et il peut exister aussi des nations de nations (l'identité britannique qui est la super-identité des nations anglaise, écossaise et galloise; l'Espagne de demain, après l'indépendance d'Euskara, pourrait devenir la nation des trois nations ibériques de Castille, de Catalogne et de Galice).

La nation, on le voit, n'a rien à voir avec le sang. C'est le sol qui, par les pratiques sociales qui lui sont attachées, produit l'identité. On ne naît pas basque, on le devient.

Nation et ethnie

Rompant avec la définition jacobine qui identifie la nation à l'État, je ne vois plus de différence conceptuelle entre nation et ethnie. Toutes deux sont des processus historiques de cristallisation identitaires. Cependant, les phénomènes de cristallisation identitaires peuvent prendre des formes et des degrés d'intensité divers au cours de l'histoire. *Je considère le fait ethnique comme le fait général, la nation n'étant qu'un cas particulier d'ethnicité.* Il arrive encore aujourd'hui que des sentiments d'identité se cristallisent plus ou moins intensément. Ce sont des processus ethniques en cours, qu'on ne repère qu'après coup, s'ils ont perduré au point de s'être constitués en « tradition ». Certains y sont parvenus, d'autres sont restés de simples particularismes locaux, ou se sont fondus dans d'autres ensembles. *Nation et ethnie sont donc deux concepts du même ordre, mais ils expriment une nuance.* Je parlerai de nation dans les cas d'ethnicité particulièrement durables et prégnants : la nation polonaise ou la nation kongo ont perduré des siècles et des siècles, avec ou sans État. Pour les mêmes raisons, je parlerai sans hésitation de nation basque, même si la situation n'est plus aujourd'hui celle qui existait quand Roland fut tué, non point par des Sarrasins musulmans, mais par des bergers basques chrétiens, ulcérés des raids des chevaliers francs (germaniques) venus du Nord !

Les mots ont leur trajectoire et leur étymologie : « nation » vient de *nascor* en latin, veut dire naître, alors qu'il ne s'agit pas d'hérédité naturelle, mais de processus sociaux ; en basque, *euskal* désigne celui qui parle euskara, alors que la nation est un processus d'identification et qu'un non-bascophone peut se sentir basque et revendiquer le droit d'être reconnu comme tel. Il est normal que les mots que nous utilisons portent la trace des époques et des idéologies précédentes. Cela ne doit pas nous empêcher d'écarter résolument les notions de « sang » et d'« hérédité » d'une conception moderne de la nation. De même, doit-on rejeter la conception bioraciale de l'ethnie, paradoxalement reprise, fût-ce pour la dénoncer, par certains antiracistes tenants de l'universalisme abstrait qui rejettent toute revendication identitaire comme « ethnique », parce que, selon eux, de teneur raciale. Mais comment définir alors ? Une nation ou une ethnie ne pourront donc jamais être normativement définies : donner la « définition de la France », ou la « définition d'Euskadi », la « définition » des Macuas du Mozambique sera toujours impossible puisqu'il s'agit d'un ensemble social formé de personnes aux identités les plus diverses qui convergent vers leur reconnaissance mutuelle. En revanche, on peut définir le processus de production nationale : c'est pourquoi j'ai parlé du *produit historique d'une cristallisation identitaire fondée sur des pratiques sociales pré-existantes*. Mais c'est encore insuffisant.

Nation, peuple, patrie, autodétermination

D'autres formes d'identités pourraient répondre à la même définition, comme les identités religieuses : en tant que marxiste, j'analyse également les religions comme des processus historiques de cristallisation identitaire. Il faut alors préciser que, dans les sociétés, il y a toujours eu de multiples *niveaux identitaires* : ceux qui relèvent du sacré (de la mort) sont souvent (pas toujours) distincts de ceux qui relèvent du vivant (les rapports sociaux et politiques). Il y a toujours, cependant, des passerelles entre les deux. C'est ainsi qu'on trouve des liens intenses entre catholicisme et identité polonaise, irlandaise ou basque, ou entre islam et nation arabe. En réalité, l'identité religieuse – relative au sacré – a été portée, en même temps qu'elle en a été le produit, par des structures politiques et sociales qui ont permis à la société séculière d'exprimer, ou de défendre, le niveau d'identité relatif au vivant.

L'identité nationale est relative à l'imaginaire de la vie sociale. L'imaginaire social pèse évidemment sur l'idée de l'organisation sociale (et vice-versa). C'est pourquoi, pour la période contemporaine, j'exprimerai une définition générale du fait national – et non d'une nation en particulier – apportant quelques précisions à la définition précédente : produit historique d'une cristallisation identitaire fondée sur des pratiques sociales pré-existantes, *entraînant l'existence d'une communauté dessinée par des gens qui ressentent une identité en commun, telle qu'ils choisissent (ou souhaiteraient pouvoir le faire) d'exprimer leur citoyenneté dans le cadre de cet imaginaire.* Je ne fais pas revenir ainsi le jacobinisme par la petite porte : ce n'est pas la nation qui a une teneur « politique » ; la nation est une forme d'identité ethnique, mais sa prégnance et sa durabilité fait que, sans même y penser, les personnes souhaitent vivre leurs allégeances politiques dans ce cadre.

Le phénomène de l'« identité nationale » est donc souvent distinct de l'identité religieuse. Dans certaines formations sociales, ces deux niveaux de l'imaginaire ne sont cependant pas complètement dissociés (comme dans l'Umma, la communauté des Croyants de l'islam, qui est un concept étatique autant que religieux). Dans les deux cas, la durabilité et l'intensité de l'identité nationale instituent une dimension politique relative au lien entre le pouvoir et la communauté, même si chaque communauté n'a pas nécessairement un pouvoir (un État) qui lui est propre.

De cette définition du fait national, on peut déduire d'autres définitions :

- le *peuple (herria en euzkerra)* sera tout simplement *la population de la nation, c'est-à-dire l'ensemble des gens qui souhaitent exprimer leur citoyenneté (ou allégeance) dans le cadre de cette communauté imaginée*, étant entendu que le processus d'identification est personnel (est basque quiconque se sent basque) ;

- la *patrie (aberria)* sera l'*aire territoriale de la vie sociale de ce peuple, la dimension spatiale de l'imaginaire national*. Il ne s'agit donc en rien d'une donnée d'essence géographique, même si territoriale : l'aire de la patrie sera aussi mouvante que le peuple en question. Elle sera dessinée territorialement par l'extension de la société qui ressent cette identité nationale. La notion de « frontières naturelles » défendue notamment par la Révolution française, est à rejeter absolument³ ;
- il s'en suit encore que *les territoires n'ont pas de droits, seuls les peuples en ont* Euskal Aberria était peut-être beaucoup plus vaste autrefois, c'est certainement une injustice de l'histoire, mais ne peuvent être considérées comme terribasques aujourd'hui que les aires où les gens se sentent basques. On peut étudier l'aire historique d'extension de la nation basque, mais ce n'est pas un critère politique pertinent pour aujourd'hui ;
- il s'en suit donc que *l'autodétermination n'est pas relative à un « territoire », mais à un peuple* (même si ce peuple est territorialement organisé). Il s'en suit enfin que ce peuple n'est pas défini territorialement, mais par la libre identification à la nation qu'il dessine.

Les courants de la gauche français hostiles ou réticents envers cette problématique de la nation⁴, feignent de considérer qu'elle recouvre une vision d'enfermement identitaire, une vision bio-ethnique de communautarisme héréditaire, ou bien considèrent – on pense à Lutte Ouvrière – qu'il s'agit de l'expression de secteurs petits-bourgeois attardés. Pour eux, la nation est une pure communauté de droit politique, définie exclusivement par la République (et, au besoin, par les droits que les travailleurs ont arrachés). Outre qu'il s'agit là d'un universalisme abstrait, ignorant des conditions concrètes et des historicités régionales, cette définition « purement citoyenne » de la nation cache mal un fort ethnonationalisme français, puisque leur République ne peut s'exprimer que par le biais de la langue et de l'identité françaises ! Le « Français » (normal) est « citoyen », et l'« autre » (particulier) est « ethnique ». Paradoxalement, cette idée de la nation est proche d'une conception essentialiste, comme celle du *Volk* germanique, dans la mesure où elle n'est pas le produit d'un processus ouvert, d'un choix social des individus. À partir du moment où l'on remet en cause l'intégrité du territoire de la République, on amputerait donc « la » nation, ou l'on « diviserait inutilement le prolétariat du pays »⁵.

En réalité, les courants néojacobins n'ont guère une approche globale du fait national, mais uniquement une préoccupation de défense de la « nation républicaine française ». Seule la nation française serait « citoyenne », « moderne », « démocratique ». D'autres, comme la LCR ou les Verts sont « programmatiquement » et « culturellement » plus sensibles à la problématique de défense de l'identité, mais de manière inconséquente : ce n'est pas

une question importante pour eux (la LCR accorde plus d'importance à la solidarité avec les immigrés, par exemple), et ils ne sont pas à l'abri de dérive abstraite, comme cette proposition de Noël Mamère d'une « euro-région » de Bordeaux à Santander. Si le concept d'« euro-région » peut être utile en tant que soulignant l'aspect diviseur des frontières, encore eut-il fallu que Noël Mamère se fonde sur les « régions » réellement existantes (Euskadi, par exemple), plutôt que d'en proposer une nouvelle, dérivée uniquement de considération matérielles (transports, arc atlantique, etc.).

La nation à l'ère de la mondialisation ?

À gauche, il n'y a donc pas que des souverainistes ou néojacobins, il y a aussi bien des gens qui souhaiteraient aller vers plus d'universalisme, plus d'internationalisme. Or, même quand on a de la sympathie pour la défense de l'identité nationale, on tend souvent à la relativiser, sous prétexte qu'on serait à l'« époque de la mondialisation ». Cette réticence vient de gens qui confondent mondialisation et internationalisation, et qui considèrent donc que la mondialisation débarrassée du néolibéralisme pourrait porter en elle-même une dose d'universalisme. La mondialisation est le stade actuel du capitalisme sous hégémonie financière, et elle attaque *simultanément* les acquis sociaux comme les identités ; il faut donc les défendre *simultanément*. Il est impossible de défendre les acquis sociaux contre la mondialisation, en espérant que cette même mondialisation nous débarrassera des nations considérées comme des archaïsmes. Les attaques dont les travailleurs sont l'objet sont *indissociablement* sociales, culturelles, et identitaires.

Apparaît alors une « sous-réticence », concernant la « taille » pertinente de la communauté aspirant à la reconnaissance en tant que nation. Puisque la mondialisation va vers des échelles politiques de plus en plus vastes, une « petite taille » ne pourrait être « viable » : n'est-elle pas une manipulation de l'impérialisme dominant (anglo-saxon ou germanique, par exemple), pour affaiblir l'État-nation (français, par exemple) ? Or, d'un point de vue démocratique, même à une époque de construction d'ensembles politiques plus vastes, la question n'est pas de savoir si la question nationale relève d'un peuple petit ou grand, mais si un peuple exprime des besoins identitaires. Si un tel peuple existe, il crée les conditions de sa viabilité : sa forte identité, ressentie, conquise, crée le langage commun nécessaire au fonctionnement de la communauté ainsi dessinée. Elle peut certes rester économiquement dépendante, mais l'affirmation nationale n'implique pas nécessairement un repli autarcique : ce peuple négociera au mieux son insertion dans l'économie-monde, dans des fédérations continentales (l'Europe, par exemple), etc. Cela n'est pas forcément facile. Mais l'inexistence nationale n'est certainement pas

non plus le bon moyen de prendre en compte les intérêts économiques de zones territoriales sans expression politique propre.

Face à un jacobinisme qui a fait de l'État le producteur de la nation, il ne s'agit cependant pas de céder à un jacobinisme inversé qui conduirait à affirmer que la reconnaissance d'un fait national doit automatiquement se traduire par la création d'un État distinct. Reconnaître l'existence d'un fait national, n'implique pas automatiquement défendre l'indépendance. Il s'agit simplement de trouver les mécanismes démocratiques permettant à une identité de masse, prégnante dans tel ou tel territoire (ou communauté non territorialisée), de pouvoir s'exprimer. Cette expression peut prendre des formes bien différentes et l'autodétermination n'apporte pas de réponse univoque à cette question : par deux fois consulté, le Québec a choisi de rester au sein du Canada fédéral. C'est pourquoi le principe d'autodétermination devrait être un principe de base de toute démocratie : une République ne peut être une et indivisible que par volonté populaire. Si elle était indivisible indépendamment de la volonté populaire, elle deviendrait, n'en déplaise à Chevènement, une essence similaire au *Volk* allemand.

Si la nation franco-canadienne (Québec) vit bien, *en tant que nation*, au sein du Canada fédéral, elle n'aura pas besoin de s'en séparer. Si la Catalogne, en tant que nation, vit bien dans l'État espagnol, elle ne s'en dissociera pas. L'indépendance n'est que l'un des divers choix politiques qui se posent pour une nation, et cela dépend énormément des contextes historiques. Si le Portugal n'avait pas été fasciste pendant une bonne partie du xx^e siècle, il est possible que les Iles créoles du Cap-Vert auraient choisi de demeurer, dotées d'une autonomie substantielle, au sein de la République portugaise. Opprimées par le fascisme, le sentiment national s'y est fortifié d'une volonté de séparation.

Universalisme, nationalisme et internationalisme

Il faut revenir ici à la question de l'universalisme. Il y a souvent confusion implicite entre « mondialisation » et universalisme. Cette synonymie est abusive, puisque la mondialisation ne permet nullement l'appropriation du progrès social et des droits démocratiques par le plus grand nombre. L'universalisme concret – qui devrait seul être appelé universalisme – *ne nie nullement les identités et les historicités distinctes : à l'inverse, il cherche les valeurs qui promeuvent leur égalité*. L'universalisme abstrait des néojacobins au nom d'une nation « purement politique », et celui de certains marxistes au nom d'une « citoyenneté mondiale » et d'une vision simpliste des classes sociales, ne tient pas compte des inégalités de départ. Au nom de l'égalité, les premiers comme les seconds vont prôner des législations et des solutions uniformes qui, appliquées à des situations inégalitaires, vont encore aggraver les inégalités. Quant aux seconds, leur internationalisme est souvent synonyme d'antinationalisme.

Inversement, l'universalisme concret est nécessairement lié à l'internationalisme (inter-nationalisme) compris comme la solidarité des mouvements nationaux. L'universalisme abstrait qui nie en pratique les droits d'une nation est donc aux antipodes de l'internationalisme, et il ne fait souvent que recouvrir un nationalisme se cachant derrière les vertus de la citoyenneté.

Si la *nationalité* est l'expression générale de la nation, le *nationalisme* devrait n'être rien d'autre que le cas spécifique de *l'expression politique du fait national*. Cependant, ce concept a été mis à tant de « sauces » qu'on hésite à l'employer : en Euzkadi, l'abertzalisme de gauche le récuse, alors que les différentes organisations corses s'en réclament. Il faut donc bien distinguer le *nationalisme des nations opprimées*, et le *nationalisme des États oppresseurs*. J'ai bien dit « État » : s'il y a des nations opprimées, elles ne le sont pas par d'autres nations, mais par d'autres États ; et s'il y a des nationalismes oppresseurs, ils n'expriment pas directement des nations mais les États dont elles sont affublées. C'est pourquoi on ne saurait confondre ainsi les « Nazis » et les « Allemands », etc. Il serait préférable d'avoir deux concepts complètement différents, comme le « nationalisme » pour l'expression politique de ce qui est national, et le « nationisme » pour la volonté d'un État d'étendre autoritairement la nation qu'il gère. En attendant que ce concept s'impose dans le dictionnaire, remarquons que *le nationalisme en tant qu'expression démocratique d'un mouvement national est nécessairement internationaliste*, à la différence complète du nationisme d'État. Certes, ce mouvement national lutte pour sa nation, mais dans une optique d'égalité des nations. En ce sens, l'abertzalisme de gauche n'est rien d'autre qu'une expression de l'internationalisme⁶.

Droit à la différence ? Quelles « différences » ?

La troisième grande réticence de courants de gauche français envers les mouvements « nationalistes », c'est que ces luttes remettraient peu ou prou en cause l'égalité en prônant le droit à la différence. Il est vrai que l'expression « droit à la différence » est souvent utilisée, y compris dans le mouvement abertzale. Elle est non seulement maladroite, mais à bannir absolument.

Ce « droit à la différence » a une histoire. Il est venu, souvent, de certains milieux français d'extrême gauche ou alternatifs, qui éprouaient de la sympathie pour les mouvements nationalistes des périphéries françaises, ou qui militaient pour la solidarité avec les travailleurs immigrés. Il s'agissait donc de « valoriser » l'Autre, d'une manière qui restait finalement stigmatisante, puisque reconduisant la différence entre la « norme » (française) et ceux qui étaient « différents ». Ce vocabulaire, tout bien intentionné qu'il fût, venait du centre, de l'aire symbolique du pouvoir français. En réalité, Bretons, Corses, Alsaciens, Basques, etc., n'ont jamais aspiré à être « différents », ils ont aspiré

à être eux-mêmes. Qui est différent de qui ? Pourquoi ne serait-ce pas Paris qui serait « différent » ? L'humanité, sur le plan des identités, n'est pas faite de « différences », mais de *diversité*. Comme cette expression se répandait, notamment dans les milieux culturels, du travail social et de l'éducation populaire, on vit cependant de plus en plus les militants des nations périphériques la reprendre à leur compte. Adoptant un vocabulaire de vaincus, ils se mettaient ainsi d'eux-mêmes dans une position d'« accusés », réclamant des droits spécifiques que les autres n'auraient pas.

Il ne s'agit pas d'un simple débat d'idées. Si on revendique *le droit à la différence*, quand on cherche à le traduire en revendications concrètes, on aboutit en effet toujours à *la différence du droit*, c'est-à-dire à la revendication de lois spéciales pour un groupe ou une communauté, à la revendication d'« exceptions ». On s'écarte ainsi involontairement de la lutte pour l'égalité. Comment gagner le soutien des courants de gauche en réclamant des « exceptions » en faveur d'un groupe particulier ? Est-ce une solution que de prôner des « lois spécifiques » pour une communauté, dans un cadre légal globalement inchangé ? Plus généralement, une problématique de « protection des minorités » est-elle à même de faire avancer l'égalité ? Réussira-t-on à mobiliser les travailleurs basques eux-mêmes, si ce n'est dans une perspective d'égalité et de progrès social concret ?

C'est la revendication de l'égalité qui permet en réalité d'exprimer au mieux la diversité, alors que la revendication de la différence exprime le renfermement et, par, là, l'inégalité. [...]

Luttes des classes et luttes identitaires

Je crois avoir montré que cette aspiration identitaire est, avant tout, dans les conditions concrètes de cette terre, *une recherche non point de différence, mais de plus d'égalité, une aspiration profondément démocratique*. Il ne s'agit pas du tout pour moi de relativiser ainsi, sous couvert d'égalité, la question identitaire elle-même, mais simplement de constater deux choses liées entre elles : Premièrement, l'identité est un besoin social comme un autre et la lutte pour son expression pleine et entière ne revêt pas une nature fondamentalement différente de celle des autres luttes sociales.

Deuxièmement, on ne peut réussir à mobiliser massivement pour le droit à l'identité que dans une perspective d'égalité, c'est-à-dire de progrès social.

Bien sûr, quand la gauche n'assume pas cette lutte, d'autres, qui ne sont pas favorables à l'égalité, peuvent utiliser le besoin identitaire, séparé des autres besoins sociaux, à d'autres fins. Ainsi, quand la gauche signe tous les accords européens de déréglementation remettant en cause l'idée même que les Français se font de leur République et de leur nation, il n'est pas étonnant que

se développent des courants souverainistes ou lepénistes ; quand la gauche bafoue une promesse d'engagement en faveur d'un département Pays basque, il n'est pas étonnant que, dès l'élection suivante, la droite démocrate-chrétienne ou jacobine locale remporte la mise.

Il est certain que la gauche ne pourra pas durablement s'implanter au Pays basque sans assumer entièrement la question nationale. Inversement, *l'enjeu du développement du mouvement abertzale est aussi le basculement à gauche d'Iparralde*. Le lien entre lutte des classes et lutte identitaire est étroit : c'est dans *l'analyse* que nous faisons la distinction, mais, dans la tête de chaque citoyen, l'aspiration à vivre mieux mêle inextricablement les deux. Les gens veulent « vivre mieux » et « vivre au pays », bien malin qui saurait distinguer l'identitaire et le social.

Dans la période du « capitalisme tardif » que nous connaissons aujourd'hui, le prolétariat – au sens précis de Marx, qui n'est pas synonyme de « pauvre » – regroupe l'écrasante majorité de la population, tous ceux qui vivent exclusivement ou principalement de la vente de leur force de travail : les ouvriers, bien sûr, mais aussi tous les employés des services, des transports, du commerce, les petits fonctionnaires de l'État, les instituteurs, les professeurs ; les paysans-travailleurs, formellement propriétaires de leur terre mais totalement intégrés dans une chaîne de production, leur sont largement assimilables. La société est donc largement prolétarienne sur le plan social, même si elle reste soumise à l'hégémonie idéologique et à l'exploitation capitaliste.

La question nationale tend donc à se confondre avec la question sociale. Je dis bien qu'elle « tend », sans s'y fondre totalement, dans la mesure où l'identité fait intervenir la mémorisation culturelle de rapports sociaux du passé, et où elle est soumise à l'influence de l'hégémonie idéologique dominante. Il n'en reste pas moins que le prolétariat, en tant que classe largement majoritaire, est dans des conditions meilleures que jamais pour exprimer les aspirations nationales. La grande contradiction n'est pas aujourd'hui entre le prolétariat et la nation, mais entre une *majorité sociale prolétarienne* effective et l'inexistence d'une *majorité politique prolétarienne*. La grande question est donc de réussir l'unification politique du prolétariat et de tous ses milieux sociaux. Or ces milieux ont des vécus différenciés, selon leurs positions respectives et leurs lieux de vie. C'est pourquoi la lutte des classes – résister au procès d'exploitation capitaliste – ne pourra jamais accomplir à elle seule cette unification. Un prolétaire est aussi homme ou femme, catholique, basque, il a tel ou tel métier, etc. Il conjugue nombre d'identités sociales. Selon les contextes, telle ou telle identité devient plus importante pour lui. Unifier politiquement cette énorme classe sociale implique d'embrasser de très nombreux aspects de la vie, dont certains ne sont pas en rapport direct avec la résistance au procès d'exploita-

tion capitaliste. C'est là toute l'importance des autres revendications démocratiques, dont les questions identitaires.

Marx disait : « la lutte des classes est le moteur de l'histoire » et il avait raison. Elle en est le *moteur*, mais elle ne la résume pas à elle seule. C'est elle qui va tendanciellement *polariser* toutes les autres luttes, mais sans les assimiler totalement.

Un mouvement politique de masse se doit donc de savoir répondre à tous les aspects de la vie sociale. Pour répondre pleinement à la question sociale, il faut donc permettre aux gens de s'exprimer tels qu'ils sont, avec leur identité. Et pour assumer la question identitaire, il faut assumer la question sociale – tout se tient. On est ici à mille lieux de l'« enfermement identitaire » stigmatisé par les tenants de l'universalisme abstrait. On est également à mille lieux de l'enfermement gauchiste, qui ne s'intéresse qu'aux fractions déjà les plus radicalisées de la population.

La République sociale

Par petites touches, j'espère m'être rapproché d'une synthèse sur la manière dont je comprends l'abertzalisme. *L'idée générale est qu'il ne faut pas laisser les valeurs républicaines être « retournées » ou amoindries.*

Le néojacobinisme est-il républicain ? Sa nation « uniquement politique », mais non fondée sur le consentement populaire, est certes « une et indivisible », mais elle n'est plus le résultat du « plébiscite de tous les jours » dont parlait Ernest Renan. « Uniforme et indésirable »⁷, elle se rapproche du *Volk* de la tradition politique essentialiste allemande.

Par ailleurs, si l'expression démocratique de l'aspiration nationale est nécessairement internationaliste, il ne saurait inversement y avoir internationalisme sans nationalisme : ceux qui confondent internationalisme et antinationalisme abandonnent tout un champ des luttes sociales et se coupent de certaines aspirations sociales populaires.

On a vu aussi que, contrairement à la différence, c'est la lutte pour l'égalité qui permet seule la meilleure expression de la diversité dans la mobilisation sociale. Défendre la nation, ce n'est évidemment pas défendre une « hérédité », une « race », un « génie », *c'est défendre des pratiques sociales dans le cadre d'une citoyenneté de qualité.* C'est pourquoi la lutte identitaire est très liée à la lutte des classes, afin d'assumer l'expression de la société entière, en partant du point de vue de l'immense majorité de la population. Par ailleurs, seule la lutte démocratique est capable de renforcer les pratiques sociales qui fondent la nation basque : ainsi, il peut être, en pratique, plus subversif de réussir concrètement la lutte pour le département basque, que de prôner abstraitement l'indépendance (même si les deux ne s'opposent pas sur le long terme).

Enfin, on a vu que la laïcité ne pourra se renforcer au Pays basque que dans la mesure où ses principes seront réellement appliqués, qu'elle permettra d'exprimer au mieux les réalités de cette terre. Des écoles associatives (comme Seaska, etc.) sont contextuellement nécessaires, puisque le service public n'assume pas entièrement son rôle, mais ne sont pas une solution à long terme. Il ne s'agit pas de « construire la nation » à côté, en marge, mais de revendiquer que les structures de la République soient, au Pays basque, au service de toute la population, c'est-à-dire des deux nations présentes sur ce sol, la nation française et la nation basque, à égalité des droits.

Si je devais terminer par une définition synthétique de l'abertzisme de gauche, je dirais : être abertzale, dans les conditions concrètes du Pays basque aujourd'hui, ce n'est rien d'autre que d'être un républicain et un démocrate conséquent.

Bordeaux, le 27 août 2002

- 1 Ce texte est extrait d'une intervention faite dans le cadre de l'Université d'été d'Abertzaleen Batasuna, fin août 2002, à Donazarren. Le texte intégral peut être transmis par fichier attaché sur simple demande à : m.cahen@sciencespobordeaux.fr
- 2 On pense aux trois gros volumes de l'historien Fernand Braudel, *L'Identité de la France*.
- 3 Il s'agissait en particulier de faire du Rhin la frontière est de la France, jusqu'à son embouchure en pleine Hollande d'aujourd'hui !
- 4 Il va de soi qu'il y a des nuances nombreuses entre les différents courants de gauche influencés par le néojacobinisme et l'universalisme abstrait. Je ne peux, ici, que simplifier.
- 5 C'est très exactement ce que Rosa Luxembourg reprochait aux nationalistes polonais qui voulaient séparer leur pays des empires allemand, russe et austro-hongrois. Au nom d'une vision « hyperclassiste », elle considérait que le prolétariat polonais devait lutter dans le cadre des prolétariats de ses divers empires.
- 6 Il est certain que, dans l'histoire, furent très nombreux les cas où l'on est passé sans crier gare d'un mouvement national d'émancipation à l'oppression d'autres

peuples. Ainsi, les Hongrois qui souhaitaient se détacher de l'Autriche ne voulaient pas que les Croates se détachent de la Hongrie. C'est qu'en réalité, les leaders politiques hongrois se projetaient déjà dans leur position future de dirigeants de l'État indépendant, et passaient ainsi d'un nationalisme de leur peuple au nationalisme de leur État. Un autre cas, très actuel et tragique est le sionisme : un peuple ô combien opprimé a suivi son nouvel État dans l'oppression de la nation arabe de Palestine. En retour, les attentats-suicides palestiniens expriment la dégénérescence du nationalisme d'émancipation palestinien en un nationalisme non internationaliste, puisqu'il s'attaque non point à l'État sioniste, mais à la population israélienne. Cela se produit dans un contexte où le peuple palestinien, en raison de l'occupation israélienne et de la bureaucratization de l'Autorité palestinienne, n'a aucun moyen d'expression démocratique. En quelque sorte, il est exproprié de son propre nationalisme.

- 7 « La République, uniforme et indésirable ? », *Utopie Critique. Revue internationale pour l'autogestion* (Paris), n° 18, 2001, pp. 69-74.